

Mesures d'accompagnement pour la réalisation des corridors stratégiques d'Afrique Centrale :

Corridor n°5 : Libreville-Kribi/Douala-N'Djamena

Corridor n°6 : Douala/Kribi-Bangui-Kampala

Fiche de poste

Coordinateur.trice Corridor 6

PROGRAMME :

Nom du projet :	Mesures d'accompagnement pour la réalisation des corridors stratégiques d'Afrique Centrale : <i>Corridor n°5 : Libreville-Kribi/Douala-N'Djamena</i> <i>Corridor n°6 : Douala/Kribi-Bangui-Kampala</i>
Bailleur :	Union européenne
Agence de mise en œuvre :	Expertise France
Durée du projet :	48 mois
Durée du recrutement :	12 mois, renouvelables
Emplacement de la mission :	Kinshasa (RDC), avec missions régulières en RCA, Cameroun et Ouganda
Intitulé du poste :	Coordinateur.trice Corridor 6
Date limite de réponse :	15/11/2025

RESUME DU POSTE :

Sous la supervision directe du/de la Chef.fe de projet basé.e à Yaoundé, le/la Coordinateur.trice Corridor 6 assure la coordination technique, institutionnelle et stratégique du projet sur l'ensemble du **Corridor n°6 (Douala/Kribi–Bangui–Kampala)**.

Basé.e à Kinshasa, il/elle veille à :

- L'ancrage institutionnel durable du projet dans chaque pays ;
- La cohérence régionale et la synergie entre les acteurs nationaux, régionaux et techniques ;
- La facilitation du dialogue politique et technique entre les États et partenaires ;
- Le soutien opérationnel aux responsables de composantes et au/à la Chef.fe de projet.

Le poste implique une forte mobilité régionale et une coordination étroite avec les administrations nationales, les organisations régionales et les acteurs économiques du corridor.

DESCRIPTION DU PROJET :

Les corridors stratégiques Libreville–Kribi/Douala–N’Djamena (Corridor 5) et Douala/Kribi–Bangui–Kampala (Corridor 6) jouent un rôle essentiel dans l'intégration régionale en Afrique centrale, reliant des ports majeurs à des territoires enclavés dépendants du transport routier. Cependant, les corridors d’Afrique centrale restent entravés par la dégradation des infrastructures, un entretien insuffisant, des procédures douanières peu efficaces et une faible digitalisation. L’absence d’une gouvernance intégrée aggrave cette fragmentation institutionnelle, entraînant des coûts logistiques parmi les plus élevés au monde et limitant la mise en œuvre de la ZLECAf ainsi que le potentiel économique et commercial de la région.

Face à ces enjeux, la stratégie européenne Global Gateway constitue un cadre majeur pour renforcer la connectivité des infrastructures régionales en Afrique centrale. C'est dans ce contexte que s'inscrit le projet porté par Expertise France, intitulé « Mesures d’accompagnement pour la réalisation des corridors stratégiques d’Afrique Centrale ».

L’Action vise à renforcer l’intégration régionale en Afrique centrale en améliorant connectivité, la compétitivité économique et la durabilité des corridors stratégiques. Elle promeut une gouvernance harmonisée des États autour d’une vision commune des corridors (OS1), améliore l’efficacité et la sécurité des systèmes de transport (OS2), facilite les échanges commerciaux grâce à des réformes institutionnelles et des solutions numériques (OS3), et dynamise les territoires frontaliers en soutenant les collectivités locales et les opérateurs économiques, notamment les femmes (OS4).

La logique d’intervention du projet est structurée autour de quatre composantes :

- **Composante 1 « Planification, coordination et gestion des corridors »** : vise à renforcer les capacités institutionnelles des organismes régionaux et nationaux pour coordonner les politiques et stratégies des corridors.
- **Composante 2 « Facilitation des transports »** : Cette composante agit pour fluidifier et sécuriser le transport sur les corridors à travers le renforcement des dispositifs de contrôle, notamment les charges à l’essieu, la mise en œuvre d’outils modernes de suivi (CTMS, TRIPS, TTTFP), et la réduction de l’empreinte carbone du transport routier.
- **Composante 3 « Facilitation des échanges »** : Cette composante a pour objectif de simplifier et d’harmoniser les réglementations commerciales et douanières à l’échelle régionale.
- **Composante 4 « Facilitation aux petits commerces et infrastructures transfrontaliers »** : Cette dernière composante vise à appuyer directement les collectivités locales et les petits commerces frontaliers, notamment ceux gérés par les femmes.

Le projet, d’un montant total de 30 M€ financés par l’Union européenne est mis en œuvre par Expertise France en tant que chef de file, en partenariat avec la FAO, la CNUCED et l’OMD, pour une durée de 48 mois (2026–2029).

Logique d'organisation et articulation entre coordinateurs :

Afin d'assurer une intervention fluide et complémentaire entre les corridors 5 et 6, la répartition fonctionnelle entre les deux coordinateurs se fera comme suit :

Domaine	Coordinateur corridor 5	Coordinateur corridor 6
Pays focus	Gabon, Cameroun, Tchad, Guinée Éq., STP	RDC, RCA, Ouganda
Rôle transversal	Appui au Chef de projet pour la coordination inter-États et suivi politique	Appui au Chef de projet pour le pilotage technique et harmonisation opérationnelle

Dispositif de coordination conjointe :

- Réunions bimensuelles entre coordinateurs pour harmoniser les actions sur le tronçon commun (Douala–Yaoundé–Kribi).
- Notes conjointes de coordination partagées avec le Chef de projet et les experts thématiques.
- Suivi partagé des activités inter-corridors (gouvernance, observatoires, systèmes numériques, pesage).
- Portage institutionnel conjoint des activités auprès des CEEAC, CEMAC, et Comités Nationaux de Facilitation.

DESCRIPTION DE LA MISSION :

1. Coordination et pilotage opérationnel

- Coordonner la mise en œuvre des activités du projet sur l'ensemble du Corridor 6, en lien avec les experts long terme et les équipes nationales ;
- Superviser la mise en œuvre des activités dans les pays concernés, en cohérence avec les orientations du/de la Chef.fe de projet ;
- Participer à la planification annuelle, au suivi budgétaire et au reporting opérationnel ;
- Contribuer à la mise en place de mécanismes de gouvernance régionale et de concertation entre États, et veiller à la cohérence des interventions entre les pays traversés.

2. Liaison institutionnelle et technique

- Assurer la coordination opérationnelle du projet et le lien permanent avec les autorités et partenaires nationaux impliqués dans la gestion du corridor (ministères sectoriels, agences routières, douanes, chambres de commerce, transporteurs, etc.), sous la supervision du/de la Chef.fe de projet ;
- Assurer la liaison avec les DUE de chaque pays traversé ;

- Faciliter la circulation de l'information et le suivi des activités entre les administrations, les partenaires techniques (FAO, OMD, CNUCED) et l'équipe projet ;
- Appuyer la mise en œuvre locale des décisions stratégiques prises par la coordination centrale et les comités de pilotage ;
- Contribuer à la visibilité technique du projet à l'échelle du corridor (ateliers, missions conjointes, restitution des résultats).

3. Suivi opérationnel et technique

- Assurer le suivi technique et la cohérence des activités sur les quatre composantes du projet ;
- Contribuer au suivi des indicateurs de performance et à la collecte de données pour le système de suivi-évaluation ;
- Identifier les risques opérationnels et proposer des mesures correctives ;
- Appuyer les experts long terme et les partenaires techniques (OMD, CNUCED, FAO) dans la conduite de leurs activités.

4. Coordination interne et reporting

- Contribuer à la rédaction des rapports narratifs et financiers ;
- Assurer la circulation de l'information entre l'équipe terrain, le siège EF et les partenaires ;
- Participer à la documentation et à la capitalisation des bonnes pratiques pour diffusion auprès des partenaires ;
- Appuyer la préparation des comités techniques et de pilotage régionaux ;
- Coordonner avec le coordinateur du corridor 5 les activités sur le tronçon commun (Douala-Yaoundé)

QUALIFICATIONS ET COMPETENCES

- Diplôme universitaire (Bac+5) en logistique, transport, commerce international, économie du développement politiques publiques, administration publique, relations internationales, ou équivalent ;
- Excellente capacité de coordination multi-acteurs et de représentation institutionnelle ;
- Bonne connaissance des politiques de transport et de facilitation du commerce en Afrique subsaharienne ;
- Leadership collaboratif et sens politique affirmé ;
- Excellentes capacités diplomatiques, de négociation et de représentation institutionnelle ;
- Solides compétences de coordination multi-acteurs et de gestion du changement ;
Maîtrise du français indispensable, anglais professionnel souhaité.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :

- Minimum 6 à 8 ans d'expérience en gouvernance ou gestion publique, au sein d'une administration nationale, régionale ou d'une organisation internationale (ministère, agence publique, communauté économique régionale, etc.) ;
- Expérience avérée en coordination institutionnelle, concertation inter-administrative ou pilotage de politiques sectorielles (transport, commerce, aménagement du territoire, intégration régionale, etc.) ;
- Bonne compréhension des mécanismes de coopération régionale et des cadres de gouvernance des corridors en Afrique centrale ;
- Bonne connaissance du contexte d'Afrique centrale, notamment Cameroun, Gabon, Tchad ;
- Expérience dans les domaines du transport, de la logistique, ou de la facilitation du commerce souhaitée.
- Très bonne connaissance des acteurs institutionnels d'Afrique centrale.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :

La durée prévisionnelle de la mission est de 12 mois, renouvelable 1 fois.

Le poste est basé à Kinshasa, dans les locaux d'Expertise France, avec missions fréquentes sur les pays du corridor (RCA, Cameroun et Ouganda).

Prise de poste : Janvier 2026.